Chefs de la demande

- Salaire pour la période du 19/05/2014 au 23/06/2014.. 1 595,00 euros net
- Heures supplémentaires 8 279,00 euros brut
- Indemnité de repas : 145 paniers X 8,20€ 1 189,00 euros
- Remise du certificat pour la Caisse des congés payés
- Copie de l'attestation d'indemnités journalières de l'assurance maladie suite à l'arrêt de travail entre le 01/04/2013 et le 31/03/2014

FAITS ET PRETENTIONS

Pour le demandeur

Attendu que Monsieur Auguste GORGETON est embauché le 03 Janvier 2012 en tant que peintre par l'EURL DUVAUCHEL;

Attendu que Monsieur Auguste GORGETON indique que suite à son refus de témoigner contre un autre salarié à la demande de son employeur afin de l'aider à le licencier pour faute, celui ci a commencé un harcèlement moral ;

Attendu que ce harcèlement se traduit par exemple en ne donnant pas les clefs des bâtiments dans lesquels Monsieur Auguste GORGETON doit effectuer des travaux ;

Attendu que l'employeur de Monsieur Auguste GORGETON, par l'intermédiaire d'un artisan associé, lui fait volontairement peindre un salon d'une couleur différente des autres pièces ;

Attendu que Monsieur Auguste GORGETON doit refaire l'enduit de cette pièce suite à la venue de l'employeur sur le site pour prendre des photos afin de les utiliser dans un courrier adressé à Monsieur Auguste GORGETON en date du 16 Mai 2014 ;

Attendu que Monsieur OURI, gérant de l'EURL DUVAUCHEL impose à Monsieur Auguste GORGETON les dates de congés payés sans respecter le délai de prévenance ;

Attendu que Monsieur OURI, gérant de l'EURL DUVAUCHEL ne transmet pas à la CPAM les documents nécessaires à l'indemnisation de l'arrêt maladie de Monsieur Auguste GORGETON malgré les demandes orales et par courrier recommandé ;

Attendu que Monsieur OURI, gérant de l'EURL DUVAUCHEL ne paye pas le complément de salaire durant son arrêt de travail comme le prévoit la Convention Collective ;

Attendu que Monsieur Auguste GORGETON a demandé par courrier recommandé à son employeur de remplir l'attestation de la caisse congés intempéries du BTP ;

Attendu que Monsieur Auguste GORGETON conteste l'imposition des dates de ses congés payés ;

Attendu que Monsieur Auguste GORGETON réclame les bulletins ainsi que les salaires du mois de Juillet et Août 2014, les mois de Mai et Juin ayant été fournis et payés ;

Attendu que Monsieur Auguste GORGETON n'a perçu que les indemnités journalières de la CPAM alors que l'article 6-13 de la Convention Collective précise que l'employeur doit compléter les indemnités journalières versées par la CPAM à hauteur de 100 % du salaire après un délai de carence de trois jours ;

Attendu que l'article 8-11 de la Convention Collective prévoit des frais pour petits déplacements comportant trois indemnités professionnelles Monsieur Auguste GORGETON réclame donc :

- indemnité de repas
- indemnité de transport
- indemnité de trajet ;

Attendu que Monsieur Auguste GORGETON demande également le paiement d'heures supplémentaires ;

Chefs de demande identiques

FAITS et Prétentions identiques

MOTIFS DU CONSEIL

SUR L'INDEMNISATION DU HARCELEMENT

Attendu qu'aux termes de l'article L.1152-1 du code du travail, aucun salarié ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel.

Attendu qu'en application de l'article L.1154-1, il appartient au salarié qui se prétend victime d'agissements répétés de harcèlement moral d'établir des faits qui permettent de présumer l'existence d'un tel harcèlement. Au vu de ces éléments, il incombe à l'employeur de prouver que ces agissements ne sont pas constitutifs d'un tel harcèlement et que sa décision est justifiée par des éléments objectifs étrangers à tout harcèlement.

Attendu que l'article L.1154-1 du code du travail prévoit qu'en cas de litige, le salarié concerné établit des faits qui permettent de présumer l'existence d'un harcèlement et il incombe alors à l'employeur, au vu de ces éléments, de prouver que ces agissements ne sont pas constitutifs d'un tel harcèlement et que sa décision est justifiée par des éléments objectifs étrangers à tout harcèlement.

Attendu que Monsieur Auguste GORGETON produit en pièce 11 les griefs de harcèlement énoncés dans son courrier du 17 juillet 2014 ainsi libellés: <<Objet: Lettre de revendication de droit et de respect.

Monsieur,

Suite à notre rencontre du 16 juillet 2014, devant la mairie d'Ambilly, pour la remise des clefs de l'appartement où je travaillais.

Lors de cette rencontre je me suis permis de vous remettre mon attestation d'arrêt maladie, en main propre, vous avez refusé de la prendre, c'est pourquoi je vous l'envoie joint à ce courrier.

J'ai également eu l'occasion de vous rappeler depuis que j'ai refusé de témoigner contre Abdellah, j'ai constaté une attitude négative de votre part à mon égard.

En effet, une forte négligence administrative, notamment le document de la sécurité sociale

que je vous ai réclamé par un courrier en recommandée, qui a conduit à un retard de paiement qui aurais dû être perçu au mois de février, et qui a été perçu le 22 mai 2014.

Ainsi que des dates de versement de salaire indéfini, et la date des congés payés que vous m'avez imposé malgré moi.

Et de surcroit, vous vous permettez de me faire des reproches non justifiés sur mon travail,

alors que ma tâche n'est pas terminée.

De plus vous m'imposez des temps de travail déraisonnable, en effet lorsqu'une tâche nécessite deux jours pour la faire, vous me demandez de la terminer en une journée.

En refusant bien évidemment de me payer les heures supplémentaires, que je vous revendiquerais ultérieurement.

Suite aux différents points évoqués ci-dessus, je considère subir de votre part un harcèlement

moral. Je vous demande de cesser de me harceler sans aucune raison, et d'avoir une conduite digne d'un entrepreneur.

Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de mes sincères salutations.>>

Pour le défendeur

Attendu que Monsieur OURI conteste le fait d'harcèlement moral auprès de Monsieur Auguste GORGETON ;

Attendu que l'employeur de Monsieur Auguste GORGETON précise que son contrat de travail prévoit un horaire de 35 heures par semaine et qu'il n'a jamais donné à Monsieur Auguste GORGETON l'autorisation d'effectuer des heures supplémentaires ;

Attendu que Monsieur OURI affirme que Monsieur Auguste GORGETON a la possibilité de rentrer chez lui quotidiennement et que le temps de déplacement de son domicile à son lieu de travail est minime ;

Attendu que l'employeur Monsieur OURI dit ne jamais avoir imposé les congés, et que Monsieur Auguste GORGETON a pris ses congés à la même date que l'année 2013 (5 semaines) ;

MOTIFS DU CONSEIL

Attendu qu'aucun document ne vient agrémente les demandes ;
Attendu que les demandes non satisfaites font l'objet d'une contestation, qu'il appartiendra au juge du fond de trancher s'il est saisi du litige.

EN CONSEQUENCE

La formation de référé après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant par ordonnance publique réputée contradictoire en premier ressort (ordonnance par mise à disposition au greffe.)

DEBOUTE Monsieur Auguste GORGETON de toutes ses demandes et RENVOIE les parties à se pourvoir si elles le souhaitent devant le juge du fond en déposant une demande devant le bureau de conciliation du Conseil de Prud'hommes.

LAISSE les dépens à la charge des parties.

Attendu que la formation de référé ne dispose pas d'éléments suffisants pour constater l'altération de santé consécutive à des agissements répétés; qu'il appartiendra au juge du fond d'apprécier dans le détail cette situation pour la qualifier; Qu'il convient de rejeter la demande de dommages et intérêts pour harcèlement moral et de renvoyer les parties à se pourvoir devant le juge du fond;

SUR LES HEURES SUPPLEMENTAIRES

Attendu que s'il résulte de l'article L. 3171-4 du code du travail que la preuve des heures de travail effectuées n'incombe spécialement à aucune des parties et que l'employeur doit fournir au juge les éléments de nature à justifier les horaires effectivement réalisés par le salarié, il appartient cependant à ce dernier de fournir préalablement au juge des éléments de nature à étayer sa demande ;

Qu'en l'espèce, Monsieur Auguste GORGETON, a produit un document (pièce 20 de ses écritures), dont le mode de calcul n'est pas connu, et ne permet pas de vérifier que toutes les heures alléguées sont effectivement des heures supplémentaires; que le défendeur n'a donc pas été mis en mesure de répondre en produisant ses propres éléments; Qu'il convient de renvoyer les parties à plaider cette demande devant le juge du fond

SUR LES INDEMNITES DE DEPLACEMENT

Attendu qu'il y a divergence entre les parties sur l'application de la convention collective qu'il convient de les renvoyer à plaider cette demande devant le juge du fond;

SUR LES CONGES PAYES

Attendu que les dires des parties sont contradictoires; que Monsieur Auguste GORGETON fait valoir qu'on lui a imposé les congés; que l'employeur fait valoir qu'il lui a accordé des congés spéciaux pour qu'il aille chercher sa famille en Espagne;

Attendu qu'une contestation sérieuse existe et qu'il appartiendra au juge du fond d'examiner;

SUR LES INDEMNITES JOURNALIERES

Attendu que Monsieur Auguste GORGETON déclare avoir reçu les documents après l'audience du 17 juillet 2014; qu'il convient d'en prendre acte;

SUR LA REMISE FAITE A L'AUDIENCE

Attendu que l'EURL DUVAUCHEL a remis pendant l'audience un chèque de 265,62 € tiré sur la banque Populaire n° 0000901 et deux feuilles de paie pour juillet et août; Qu'il convient d'en prendre acte

EN CONSEQUENCE

La formation de référé après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant par ordonnance publique réputée contradictoire en premier ressort (ordonnance par mise à disposition au greffe.)

DONNE ACTE à Monsieur Auguste GORGETON de ce qu'il a reçu:

- les documents pour la CPAM
- un chèque de 265,62 € tiré sur la banque Populaire n° 0000901
- deux feuilles de paie pour juillet et août.

DEBOUTE Monsieur Auguste GORGETON des autres demandes et RENVOIE les parties à se pourvoir si elles le souhaitent devant le juge du fond en déposant une demande devant le bureau de conciliation du Conseil de Prud'hommes.

LAISSE les dépens à la charge des parties.